

la revue

Les nouvelles de la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

Réhabiliter le passé pour améliorer notre avenir : la TRNEE dévoile sa stratégie des sites urbains contaminés réhabilitables

La Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie a dévoilé le 10 février dernier sa stratégie des sites urbains contaminés réhabilitables.

Inspirée d'un mandat annoncé par le ministre fédéral des Finances dans le budget de décembre 2001 et venant appuyer l'objectif du gouvernement fédéral de faire du Canada un chef de file mondial de la restauration, *Réhabiliter le passé, Construire l'avenir : une stratégie nationale des sites urbains contaminés réhabilitables pour le Canada*, et plus particulièrement la mise en place d'un plan directeur sur le réaménagement des sites urbains contaminés contribuant à la structuration de communautés viables dans toutes les provinces.

« La réhabilitation des lieux abandonnés et contaminés, dont plusieurs se situent en bordure des eaux ou dans les vieux quartiers industriels de nos villes, est une tâche

complexe mais essentielle, a déclaré Angus Ross, président du Groupe de travail sur les sites urbains contaminés de la TRNEE. Laisser aller ces terres nuit à notre qualité de vie et peut menacer notre santé. »

« La stratégie nationale des sites urbains contaminés réhabilitables repose sur l'objectif suivant : Transformer les sites urbains contaminés réhabilitables au Canada en centres de vie communautaire économiquement productifs, sains et animés, grâce aux efforts concertés des différents paliers de gouvernement, du secteur privé et des organismes communautaires. »

– Introduction, *Réhabiliter le passé, Construire l'avenir*

Plus de 30 recommandations composent le plan directeur des sites urbains contaminés comprenant soit des raffineries déclassées, des gares ferroviaires désaffectées, des entrepôts en ruines, des stations de service abandonnées, d'anciennes entreprises de nettoyage à sec et d'autres biens immobiliers du pays où l'on a pu autrefois utiliser

ou entreposer des substances toxiques. ►



Écologisation du budget 2003: Atteindre un meilleur équilibre

La Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie vient de publier sa présentation annuelle sur l'*écologisation du budget*.

« Cette année, notre exposé porte sur la création d'un budget plus équilibré, d'un budget qui dépasse la responsabilité fiscale et qui traite avant tout de l'équilibre entre l'économie, l'environnement et les objectifs sociaux », déclare Harvey L. Mead, président de la TRNEE.

Partant du principe qu'il ne devrait pas y avoir de compromis entre le développement économique et l'amélioration de notre environnement et de notre qualité de vie, notre proposition invite à l'intervention dans quatre secteurs clés: la promotion des communautés durables; l'amélioration de notre compréhension des liens entre l'environnement et la santé humaine; la protection de notre patrimoine naturel; la constitution d'une base de connaissances canadienne et de capacités de développement durable, plus particulièrement par l'établissement d'indicateurs de développement durable et de l'environnement.

Les recommandations couvrent toute une gamme de secteurs, depuis la création d'un financement stable pour le transport urbain à la stimulation de

- Nouveaux membres de la Table ronde
- Publications à venir
- Études de cas sur la conservation de la nature

Document sur les publications de la TRNEE à l'intérieur

Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie

Edifice Canada, 344, rue Slater, bureau 200
Ottawa (Ontario) Canada K1R 7Y3



National Round Table on the Environment and the Economy

Canada Building, 344 Slater Street, Suite 200
Ottawa, Ontario Canada K1R 7Y3

Sites urbains contaminés, suite de la page 1

Les recommandations se divisent en trois principales orientations stratégiques portant sur les obstacles majeurs au réaménagement de ces terrains : le manque de capitaux à investir, l'incertitude entourant la responsabilité juridique et la faible compréhension de la question de la part des intervenants.

Orientation stratégique n° 1 : Appliquer l'investissement public stratégique à la couverture des coûts initiaux

Éliminer les contraintes fiscales et fournir des prêts, des subventions et des garanties hypothécaires pour recueillir des capitaux privés et franchir les obstacles du marché empêchant l'accès aux capitaux permettant de démarrer le réaménagement. L'orientation vise également l'établissement d'un mécanisme efficace par lequel tous les paliers gouvernementaux peuvent fournir des incitatifs financiers à des projets admissibles au réaménagement.

Orientation stratégique n° 2 : Élaborer une politique publique efficace de responsabilité environnementale et de gestion du risque

Étant donné que la responsabilité des participants au réaménagement doit absolument être protégée, les propositions dans le cadre de cette orientation insistent pour accorder à tous les participants un régime politique rigoureux et uniformisé définissant clairement et efficacement la question de la responsabilité et de la gestion du risque.

Orientation stratégique n° 3 : Sensibiliser l'opinion publique à la question du réaménagement des sites urbains contaminés réhabilitables et développer des compétences dans ce domaine

Les projets de réaménagement de sites urbains contaminés réussis reposent sur la sensibilisation

de la collectivité, sur son appui et sur ses compétences, et la présente orientation vient appuyer cette notion.

Les recommandations particulières à ces trois orientations stratégiques incluent notamment, des modifications à la *Loi de l'impôt sur le revenu* de façon à accorder des crédits d'impôt aux investisseurs, des lois provinciales et territoriales prévoyant l'annulation de la responsabilité civile à l'expiration d'une période de restriction établie et du financement ciblé pour Partenariat technologique Canada lui permettant de créer et de démontrer des nouvelles technologies de réaménagement.

Les avantages publics au réaménagement pourraient être de l'ordre de 4,6 à

7 milliards de dollars par année.

Pour de plus

amples renseignements sur le calcul

de ces avantages financiers, consultez notre site Web.

Réhabiliter le passé, Construire l'avenir inclut également des études de cas de projets de réaménagement de sites urbains contaminés au Canada, des descriptions d'activités internationales, un résumé d'analyse des répercussions du réaménagement au sein de l'économie canadienne, un coup d'œil sur les instruments politiques de réaménagement des sites urbains contaminés et un ensemble de politiques.

Le Groupe de travail sur la stratégie comprend entre autres des représentants de l'ensemble du pays, de tous les paliers gouvernementaux et d'un bon nombre de secteurs.

La TRNEE demande une mise en place flexible et progressive de la stratégie nationale. ■

Réhabilitation : Le projet des ateliers de Moncton

Les coûts prévus pour l'assainissement de 285 acres au cœur de Moncton au Nouveau-Brunswick s'élevaient à 100 millions de dollars mais il semble que les coûts réels du projet entrepris en 1997 pourraient atteindre 12 à 15 millions de dollars.

Les terrains utilisés pendant presque 100 ans à des fins industrielles pour des ateliers de réparations du Canadien National sont maintenant le siège d'un centre récréatif offrant quatre patinoires pour le hockey aux dimensions de celles de la LNH. À l'extérieur, on trouve des terrains de soccer et de football, et 10 terrains de baseball. On a entrepris en septembre dernier la construction du premier édifice commercial d'un parc technologique qu'il faudra une dizaine d'années à terminer. On prévoit aussi construire des centaines de logements sur les lieux.

— *Réhabiliter le passé, Construire l'avenir*

Écologisation du budget, suite de la page 1

l'intérêt des investisseurs envers le réaménagement des sites urbains contaminés en passant par l'établissement d'une stratégie de réseau national des zones de protection marine.



Ces recommandations découlent du travail de la TRNEE dans les domaines des collectivités urbaines, du réaménagement des sites urbains contaminés, de la conservation de la nature et de l'établissement d'indicateurs de développement durable et de l'environnement. Elles résultent des travaux multilatéraux des divers groupes d'intervenants.

Plusieurs des recommandations reposent également sur les priorités relevées dans le dernier discours du Trône du gouvernement fédéral, notamment la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la promotion de l'innovation et de la productivité, les occasions offertes aux communautés autochtones et l'amélioration de la santé des Canadiens.

L'écologisation du budget de la Table ronde constitue pour celle-ci la façon la plus importante de remplir son mandat qui consiste à donner des conseils politiques au gouvernement fédéral sur la promotion du développement durable. ■

La TRNEE a inauguré une bibliothèque virtuelle sur le site Web de la Table ronde nationale (www.nrtee-trnee.ca). Cette bibliothèque offre un accès à plus de 300 documents et publications de la TRNEE qui sont classés dans catégories se prêtant à la recherche :

- ressources naturelles,
- sensibilisation des collectivités,
- questions atmosphériques,
- politique d'écologisation gouvernementale et santé.

Études de cas sur la conservation de la nature : *qu'est-ce qui garantit la véritable réussite d'un projet?*

L'examen d'études de cas de projets de conservation de la nature au Canada nous donne de véritables leçons sur les meilleures pratiques, et la TRNEE vient de terminer huit études du genre.

Ces études de cas de la TRNEE s'insèrent dans le cadre de son Programme de la conservation du patrimoine naturel commencé en mai 2001 dans le but d'appuyer la création de nouveaux outils de conservation et d'encourager les Canadiens à s'approprier la gestion de terres et d'eaux publiques et privées. Elles feront partie des rapports sur l'*État du débat* sur la conservation de la nature qui seront publiés cette année.

Les études de cas démontrent que la réussite véritable d'un projet de conservation de la nature repose sur l'établissement préalable d'un but précis, la participation de tous les secteurs et l'attribution de ressources nécessaires à la prise de décisions.

Dans la préparation des études de cas, l'équipe de la TRNEE a examiné les renseignements en mains et a ensuite mené des entrevues auprès des représentants des principaux secteurs engagés dans chaque initiative, soit le gouvernement, les Premières nations, l'industrie, les ONG et les représentants des collectivités.

Chaque étude de cas décrit un projet terminé ou en cours, souligne les difficultés et les transitions, rapporte les résultats obtenus et en dégage les leçons à tirer.

Le projet de gestion intégrée de l'Est du Plateau néo-écossais (GIEPNE)

Annoncé à la fin de 1998, ce projet du ministère fédéral des Pêches et Océans constitue l'une des premières initiatives de gestion intégrée en vertu de la *Loi sur les océans de 1997*. Le projet vise l'élaboration et la mise en place d'un plan de gestion intégrée pour toute la zone extracôtière du Plateau néo-écossais dont les activités incluent les pêches, l'exploration gazière et pétrolière, la défense maritime, la recherche scientifique, les loisirs et le tourisme, et la conservation marine.

Réserve de la Biosphère de la baie Clayoquot

La baie Clayoquot se situe sur la côte Ouest de l'île de Vancouver. Point central des divisions entre les défenseurs de l'environnement et les entreprises forestières pendant des décennies, les divergences d'opinions ont finalement donné lieu, en 2000, à la désignation de certaines parties de la baie Clayoquot comme réserve de l'UNESCO. Ces réserves assurent à la fois la conservation et le développement économique durable.



Programme des Terres pour la vie (L4L)

Terres pour la vie a été lancé par le gouvernement ontarien en 1997 en réaction à la demande du public d'une meilleure utilisation des terres et d'une plus grande protection du milieu sauvage. Le programme des Terres pour la vie touche près de la moitié de la province. Il a donné lieu à l'établissement du Patrimoine vital de l'Ontario en 1999. Il a créé un grand nombre de nouvelles zones de protection dans des régions très contestées de l'Ontario, mais il a également fait ressortir les difficultés de la gestion de l'utilisation des terres devant les pressions opposées.

Programme de conservation des estuaires du Pacifique (PCEP)

Plus de 400 estuaires de la Côte de la Colombie-Britannique constituent l'habitat premier d'une multitude d'animaux sauvages, dont des millions d'oiseaux aquatiques. Établi en 1987, le Programme de conservation des estuaires du Pacifique est un partenariat du gouvernement et d'ONG qui vise la protection de l'habitat par l'acquisition, la préservation et l'intendance de terres. En 1999, il a remporté le prix Ramsar pour la conservation des zones humides.

Stratégie sur les aires protégées du Yukon (SAPY)

Approuvée par le Yukon en 1998, cette stratégie vise l'établissement d'un réseau complet de zones

protégées sur le territoire. En 2000, elle a été révisée en raison de fortes critiques sur la mise en place. Elle signale notamment le rôle des revendications territoriales sur la conservation.

Consultation du secteur minier au Manitoba

Depuis quatre ans, l'industrie minière collabore avec le gouvernement et les groupes de conservation du Manitoba au choix des terres qui devraient être protégées contre l'exploration minière et d'autres activités nuisibles à l'environnement. Jusqu'à maintenant, on a proposé l'addition de plus de 50 secteurs aux zones de protection et huit parcs ont été créés.

Région de gestion de la Muskwa-Kechika

Cette région du Nord-Est de la Colombie-Britannique, traditionnellement utilisée par les Premières nations comme territoire de pêche, de chasse et de cueillette, est l'un des plus vastes territoires sauvages intacts de l'Amérique du Nord au Sud du 60^e parallèle. La Muskwa-Kechika est un excellent modèle de planification et de conception de la conservation, et elle présente une approche complète de la conservation par la combinaison de zones de protection, de zones spéciales de gestion et de pratiques de mise en valeur.

Parc national Vuntut

Officiellement établi en 1995, ce parc se situe à l'extrémité Nord-Ouest du Yukon dans le territoire ancestral de la Première nation Gwitch'in Vuntut. L'idée de créer un parc a surgi durant les négociations des revendications territoriales des Gwitch'in Vuntut. Le parc jouit de la plus haute cote d'intégrité écologique de tous les parcs nationaux du Canada et constitue un exemple de la participation communautaire réussie à une initiative de conservation majeure.

On peut consulter ces études de cas de 10 à 15 pages sur notre site Web à www.nrtee-trnee.ca. Veuillez noter que notre site possède une fonction d'impression conviviale. ■

Présentation des nouveaux membres de la TRNEE

La Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie souhaite la bienvenue à cinq nouveaux membres nommés en octobre par le Premier ministre.

Depuis 1982, **Louis Archambault**, de Montréal au Québec, est président de Groupe-conseil Entraco Inc., qui se spécialise dans les questions environnementales. Il compte 25 ans d'expérience en politiques environnementales et en gestion de projets environnementaux.

Katherine M. Bergman, originaire de Winnipeg au Manitoba, a produit de nombreux écrits sur des questions géologiques. Elle enseigne à la faculté de géologie de l'Université de Regina, où elle est également rectrice des Sciences. Elle y travaille depuis 1992.

William J. Borland, du Nouveau-Brunswick, est directeur des affaires environ-

nementales chez JD Irving Limited à Saint John. Il siège également à une table ronde provinciale sur l'environnement et l'économie. Il est actuellement président du Réseau canadien de l'eau.

En 1998, **Linda Louella Inkpen**, de St. John's (Terre-Neuve et Labrador), a été nommée membre de l'Ordre du Canada. Elle est médecin en pratique privée depuis 1975 et enseigne à la faculté de médecine de l'Université Memorial.

Diane Frances Malley, de Winnipeg au Manitoba, a travaillé dans les secteurs de l'environnement et du développement durable, surtout dans le domaine des écosystèmes aquatiques. Elle est présidente et propriétaire de PDK Projects Inc. et enseigne à la faculté de botanique de l'Université du Manitoba. ■

En cours

La TRNEE dévoilera de nombreuses publications au printemps et à l'été 2003. Ne manquez pas les rapports de l'*État du débat* sur les indicateurs de développement durable et de l'environnement, sur la viabilité écologique urbaine et sur la conservation de la nature au Canada. Des membres de la TRNEE prendront également la route à l'automne dans le cadre de deux tournées pancanadiennes sur la viabilité urbaine et la conservation de la nature. Plus de détails dans nos prochains numéros.

MEMBRES DE LA TRNEE

Président

Harvey L. Mead
Sainte-Foy, Québec

Vice-présidente

Patricia McCunn-Miller

*Vice-présidente des affaires environnementales et réglementaires
EnCana Corporation
Calgary, Alberta*

Vice-président

Ken Ogilvie

*Directeur général
Pollution Probe Foundation
Toronto, Ontario*

Harinder P. S. Ahluwalia

*Président-directeur général
Systèmes Info-Électroniques Inc.
Dollard-Des-Ormeaux, Québec*

Edwin Aquilina

*Conseiller spécial au maire
Ville d'Ottawa
Ottawa, Ontario*

Louis Archambault

*Président-directeur général
Groupe-conseil Entraco Inc.
North Hatley, Québec*

Jean Bélanger

Ottawa, Ontario

Katherine M. Bergman

*Doyenne, faculté des sciences et professeure à la faculté de géologie, Université de Regina
Regina, Saskatchewan*

William J. Borland

*Directeur, Affaires environnementales
JD Irving Limited
Saint John, Nouveau-Brunswick*

Patrick Carson

Nobleton, Ontario

Douglas B. Deacon

*Propriétaire
Trailside Café and Adventures
Charlottetown, Île-du-Prince-Édouard*

Terry Duguid

*Président
Manitoba Clean Environment Commission
Winnipeg, Manitoba*

Michael Harcourt

*Associé principal
Sustainable Development Research Institute
University of British Columbia
Vancouver, Colombie-Britannique*

Marie-Claire Hélié

*Vice-présidente
Financière Banque Nationale
Outremont, Québec*

Linda Louella Inkpen

St. Phillips, Terre-Neuve et Labrador

Diane Frances Malley

*Présidente
PDK Projects Inc.
Winnipeg, Manitoba*

Cristina Marques

*Co-propriétaire et promotrice de constructions
Dreamcoast Homes
Toronto, Ontario*

Angus Ross

*Président
L & A Concepts
Scarborough, Ontario*

Qussai Samak

*Conseiller syndical
Confédération des syndicats nationaux
Montréal, Québec*

John Wiebe

*Président-directeur général
GLOBE Foundation of Canada
Vancouver, Colombie-Britannique*

Judy G. Williams

*Associée
MacKenzie Fujisawa
Vancouver, Colombie-Britannique*

SECRETARIAT DE LA TRNEE

Président-Directeur général

David J. McGuinty

Conseillère principale au Président-Directeur général

Carolyn Cahill

Adjointe administrative au Président-Directeur général

Juliana Bravo

Secrétaire général et directeur des opérations

Gene Nyberg

Adjointe de direction au secrétaire général

Hélène Sutton

Conseiller / Conseillère en politiques

Meg Ogden

Alexander Wood

Gestionnaire de programme

Karen Hébert

Associée à la recherche

Claire Aplevich

Gestionnaire des communications

Moira Forrest

Conseillère en communications

Kelly Bagg

Agent des services d'information

Edwin Smith

Agente des communications

Christine Choury

Éditrice

Kindi Chana

Coordonnatrice du fonds d'information documentaire

Angela Kuhn

Gestionnaire de bureau et coordonnatrice des conférences et réunions

Cathy Heroux

Gestionnaire, Finances et administration

Pierrette Guitard

Agent principal, Finances et administration

Michael Hammond

Agente, Finances et administration

Anne Mineault

Commis, Finances et administration

Denise Dinel-Larivière

Commis junior aux finances

Nancy Larivière

Adjointes administratives

Lise Bélanger

Denise Johnston

Tania Tremblay

Réceptionnistes / Secrétaires

Carole Desjardins

Denise Wilson

Renseignements supplémentaires :
Table ronde nationale sur
l'environnement et l'économie

Édifice Canada
344, rue Slater, bureau 200
Ottawa (Ontario)
Canada K1R 7Y3
Tél. : (613) 992-7189
Télec. : (613) 992-7385
Courriel : admin@nrtee-trnee.ca
Web : <http://www.nrtee-trnee.ca>

Pour éviter tout dédoublement et gaspillage, veuillez nous signaler toute erreur éventuelle dans votre adresse postale.

Imprimé avec des encres végétales sur du papier recyclé Evolution, (Rolland) Choix environnemental canadien.

Also available in English

ISSN 1200-0450

Canada